



# Assemblée générale

Distr. générale  
25 février 2015

Français seulement

---

## Conseil des droits de l'homme

### Vingt—huitième session

Point 8 de l'ordre du jour

### Suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne

## Exposé écrit\* présenté par Liberation, organisation non gouvernementale inscrite sur la liste

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[16 février 2015]

---

\* Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue(s) par l'/les organisation(s) non gouvernementale(s), sans avoir été revu par les services d'édition.

GE.15-03545



\* 1 5 0 3 5 4 5 \*

Merci de recycler



## Déclaration de Vienne

Monsieur le Président,

La déclaration de Vienne énonce au point 2 de son programme d'action, dans la continuité de la Résolution 1514 de l'Assemblée Générale qui statue que les populations sous domination coloniale «ont le droit de prendre toutes les mesures légitimes, conformément à la Charte des Nations Unies, pour réaliser leur droit inaliénable à l'autodétermination», que «tous les peuples ont droit de disposer d'eux-mêmes. Et en vertu de ce droit ils déterminent librement leur statut politique et poursuivent librement leur développement économique, social et culturel. » Cette déclaration considère aussi le déni de ce droit comme une violation des droits de l'homme. Ce droit est placé au centre même de la reconnaissance et de la jouissance de tous les autres droits, individuels et collectifs, comme le rappelle la Résolution 56/141 de l'Assemblée Générale : « la réalisation universelle du droit à l'autodétermination de tous les peuples, y compris ceux qui sont soumis à une domination coloniale, étrangère ou extérieure, est une condition essentielle pour la garantie et le respect effectifs des droits de l'homme et pour la préservation et la promotion de ces droits. »

À ce sujet, le Sahara Occidental, territoire non autonome relevant de l'article 73 de la Charte des Nations Unies et à l'égard duquel l'ONU a adopté plus de 110 résolutions en faveur de l'autodétermination du peuple sahraoui, persiste encore sous la domination militaire et administrative du Royaume du Maroc impliquant de sérieux dangers d'explosion et d'instabilité à cause des violations systématiques des droits de l'homme commises par les autorités marocaines et à cause de la situation préoccupante au nord du Mali.

Le Royaume du Maroc empêche toujours le peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination en s'opposant à l'organisation d'un référendum libre et transparent sous la supervision onusienne, et viole ainsi les droits de l'homme selon le constat souligné dans le point 2 de la déclaration de Vienne.

Il appartient donc au Conseil de développer davantage d'efforts pour permettre au peuple de ce territoire d'exercer librement ce droit fondamental à travers un processus référendaire.

Je vous remercie Monsieur, le Président.

A/CONF.157/23, 12 juillet 1993

1514 (XV), Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays coloniaux, 947ème séance plénière, 14 décembre 19